

CAUE DE L'ORNE – FLERS AGGLO
CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT 2025

PREAMBULE

> Considérant que :

- L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;
- Le CAUE a pour but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, c'est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public ;
- Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;
- Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;
- Le CAUE met à disposition sa connaissance du territoire départemental ;
- Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son Conseil d'administration et approuvé par l'Assemblée générale, prévoit la mise en place possible de conventions d'accompagnement avec des collectivités locales ;
- Flers agglo et le CAUE ont en commun l'objectif de favoriser un cadre de vie de qualité ;
- Flers agglo est adhérente au CAUE.
- Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage. Il contribue directement ou indirectement à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

> Il a été convenu entre :

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Orne
Dénommé ci-après "CAUE", représenté par son Président, Monsieur Xavier GOUTTE
Agissant en cette qualité,
N° SIRET : 31 88 014 79 00045 Code APE : 7111Z

D'une part,

Et :

Flers Agglo
Représentée par son Président, Monsieur Yves GOASDOUÉ, 41 rue de la Boule 61100 FLERS.
Agissant en cette qualité et autorisé par délibération du

D'autre part,

Conjointement dénommés ci-après « les Signataires »

Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Orne

54 rue Saint-Blaise - 61 000 Alençon - 02 33 26 14 14 - contact@caue61.fr - www.caue61.fr

> Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – OBJET

Flers Agglo a la compétence urbanisme. Depuis septembre 2016, la Communauté d'agglomération « Flers Agglo » fait appel au CAUE pour satisfaire son besoin de compétences en matière d'urbanisme, d'architecture et de paysage dans l'instruction des dossiers et dans l'accompagnement des projets des particuliers, des syndicats et des communes.

Compte-tenu des complémentarités des actions du CAUE et de Flers Agglo, il est convenu et arrêté ce qui suit pour l'année 2025 et de solliciter les compétences du CAUE.

La présente convention a pour objet une mission d'accompagnement générale de Flers agglo. Le sujet de cette mission est le conseil urbanistique et architectural pour renforcer les compétences techniques de la Direction de l'aménagement dans le cadre des dossiers d'urbanisme sur Flers agglo et peut comprendre des actions afin de maximiser l'atteinte des objectifs qualitatifs fixés des projets de construction, d'extension, de réhabilitation ou d'aménagement.

L'accompagnement portera également sur des copropriétés et/ou des monopropriétés situées dans le périmètre de l'OPAH RU (Opération programmée d'amélioration de l'habitat-Renouvellement urbain) sur Flers.

Article 2 – MISSION

La mission du CAUE consiste en plusieurs actions, conformes à ses missions d'information, de sensibilisation, de conseil et de formation.

Elle est ainsi plus particulièrement orientée vers :

- L'assistance ADS ;
- L'accompagnement des projets d'habitat.

Par la présente convention, les signataires s'engagent à créer les conditions pour réaliser cette mission et conviennent d'une mise en commun de moyens.

Il pourra être procédé à toute modification (restriction, extension de mission) par avenant dûment signé ou par une nouvelle convention.

Article 3 – EXECUTION DE LA MISSION

Les principales étapes de la mission sont les suivantes : la mission se déroule sur l'année 2025.

Le calendrier de restitution par le CAUE est le suivant : le CAUE s'engage à fournir un bilan d'étape du travail effectué à 6 mois soit au 30 juin 2025.

Le CAUE s'engage à apporter le savoir-faire d'une équipe pluridisciplinaire et à mobiliser particulièrement les compétences suivantes : architecture, urbanisme, paysage.

Il s'engage à mobiliser les moyens techniques utiles et à communiquer sur son rôle et sur les permanences de conseils auprès des particuliers, sur les supports habituels.

Il désigne comme référent de cette mission Madame Elvire Wittmer, architecte, urbaniste, paysagiste.

Flers Agglo s'engage à apporter les données et documents utiles à la mission (dossiers de permis, plans, photographies etc...).

Flers Agglo publiera régulièrement des annonces dans le journal communautaire et le site de Flers agglo, ciblant la population, pour communiquer les dates de permanences de conseil aux particuliers assurés par le CAUE dans le cadre de sa mission propre et ce, à son entière charge. Ces permanences ont pour but de recevoir les pétitionnaires dans le cadre des projets en amont de tout dépôt de permis de construire ou de déclarations préalables et ce même en dehors du territoire de Flers agglo. Ces demi-journées seront effectuées sur des temps dont le calendrier des dates sera confirmé une fois par semestre.

Flers Agglo apporte le soutien organisationnel nécessaire à la réalisation de l'objectif et désigne comme référent de la mission Madame Sibylle de Carcouët, directrice de l'aménagement au sein de Flers agglo.

Article 4 – DUREE

La convention est conclue pour la durée nécessaire à la réalisation de la mission, soit une durée 12 mois à compter de sa signature.

Article 5 – MODALITES D'EXECUTION

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 2, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

Article 6 - CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DU CAUE.

L'objectif de cette convention ne pouvant pas être atteint avec les seuls moyens mis à disposition par l'article 8 de la loi sur l'architecture de 1977 et avec le remboursement des frais annexes, elle fait l'objet d'une contribution au fonctionnement du CAUE de la part de Flers Agglo.

Flers Agglo versera une contribution au fonctionnement du CAUE d'un montant de 10 000 euros. Celle-ci intervient au motif des critères suivants : la somme de 10 000 euros n'est pas liée au nombre de prestations réalisées ni au nombre de jours et d'heures passés.

Cette contribution au fonctionnement du CAUE de 10 000 euros s'effectuera en deux fois :

- Un premier versement à la signature de la présente convention, soit 5 000 euros.
- Le solde à la fin de la mission soit au 31 décembre 2025 sur présentation d'un rapport d'activités.

Article 7 - RÉGIME FISCAL DE LA CONVENTION

Au regard de l'instruction fiscale du 12 septembre 2012, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée.

Les activités initiées dans le cadre de ses missions de service public se situent hors du champ concurrentiel.

Le CAUE ne pouvant être assimilé à un opérateur agissant sur un marché concurrentiel, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions du code de la commande publique.

La présente convention est financée d'une part par la Taxe d'aménagement et d'autre part par une contribution au fonctionnement du CAUE par Flers agglo. En application de l'article 261 du code général des impôts, la contribution financière allouée au CAUE par souci d'équilibre budgétaire n'est pas soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 9 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Le CAUE s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par le cosignataire de la réalisation de l'objectif, par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

Article 10 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les partenaires de l'opération pourront utiliser librement les documents issus de la présente convention. Ils s'engagent toutefois à les citer dans toutes publications ou diffusions écrites ou audiovisuelles.

Article 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout litige concernant l'application de la présente convention, les partenaires conviennent de privilégier la solution amiable à la voie contentieuse. En cas de litige, et avant tout recours contentieux, il sera demandé un avis et une tentative de médiation à un conciliateur choisi librement par les parties. A défaut de conciliation, les juridictions compétentes pourront être saisies par l'une ou l'autre des parties.

A Alençon le

Monsieur Xavier GOUTTE
Président du CAUE de l'Orne

Monsieur Yves GOASDOUE
Président de Flers Agglo.

Signature

Signature